

Baie-Mahault, le 18 novembre 2022



Le Mardi 15 Novembre 2022, une délégation **UFAP UNSa Justice** d'Outre-Mer emmenée par le Secrétaire Général Emmanuel CHAMBAUD et son adjoint Luciano DUSSECHI, a été reçue au Palais Bourbon à l'Assemblée Nationale par les parlementaires ou leur représentant des territoires ultramarins.

Cette rencontre avait pour objectif d'évoquer la place fondamentale de notre environnement carcéral dans la lutte contre les violences sociétales Guadeloupéennes. Pour cela, il a été nécessaire d'exposer nos problématiques liées à la profession mais particulièrement les spécificités inhérentes à notre territoire.

Pendant 2h30 d'échanges riches et constructifs, vos serviteurs **UFAP UNSa Justice** Guadeloupe, auditionnés, ont rendu un rapport et ont exposé à nos 2 députés Max MATHIASIN et Elie CALIFER, les « 4 URGENCES » structurelles nécessaires dans la lutte contre les violences en Guadeloupe.

Nos départements ne doivent souffrir d'aucune discrimination structurelle.

« Sommes-nous un peuple à part entière ou entièrement à part »

(Extrait du discours du député Jean Philippe NILOR à l'Assemblée Nationale)

Néanmoins l'UFAP UNSa Justice de la Guadeloupe n'a pas manqué de dénoncer le manque de considération, de respect de notre administration en ne répondant même pas aux différentes demandes d'audience auprès des DAP. Cette volonté manifeste nous démontre cette forme discriminatoire envers les départements ultra-marins de ne pas vouloir mettre en place nos missions dévolues et des structures adaptées.

Attentifs et sensibles à nos interventions, nos 2 parlementaires, unis, se sont engagés dans la réflexion avec tous les autres parlementaires d'Outre-Mer sur les « 4 URGENCES » :

- - Unité Hospitalière Sécurisée Interrégionale (UHSI)
- - Unité Hospitalière Spécialement Aménagée (UHSA)
- - Equipe Régionale d'Intervention et de Sécurité (ERIS)
- - Brigade cynotechnique

Au cours des débats, nous avons aussi évoqué le transfert de compétence des missions d'extractions judiciaires dévolues dans l'hexagone à l'Administration Pénitentiaire depuis 2011. A ce titre, dans le cadre de la lutte contre les violences en Guadeloupe comme sur les autres territoires d'Outre-Mer, le sujet de reprise de ces missions en Outre-Mer permettrait le renfort de nos collègues des forces de sécurité intérieure sur la voie publique.

La lutte contre les violences doit fédérer tous les acteurs politiques, judiciaires, administratifs, médicaux sociaux, associatifs, autour d'une vision sociétale Guadeloupéenne globale et ne doit pas écarter le dénominateur commun des violences : LA PRISON.

En fin d'intervention, les parlementaires se sont engagés à visiter en notre présence les UHSI-UHSA, Brigade Cynotechnique et les ERIS de Fresnes, puis à demander une audience auprès de notre Ministre de tutelle.

Pour la Délégation

UFAP UNSa Justice Guadeloupe

Jean-Jacques RACAMY

Léonard ABENAQUI